

Loup: quand l'humain génère le chaos

Les développements que nous vivons actuellement avec le loup dans le Jura Vaudois étaient somme toute assez prévisibles. Comme ailleurs lors du retour de Maître Isengrin. A force de jouer aux apprentis-sorciers, nous avons généré le chaos total. Et ce chaos est même double.

Pourquoi? Parce que les décisions prises me semblent malheureusement basées ni sur une réflexion approfondie, ni sur une analyse factuelle, pas plus que sur l'expérience acquise ailleurs, ni, enfin, sur les connaissances scientifiques accumulées depuis des décennies. Nos dirigeants politiques et agents étatiques semblent s'éloigner d'une approche rationnelle. Ils ont, au contraire, opté pour une solution facile – le tir – qui, croient-ils, va régler définitivement le problème. On oublie que la nature et le vivant, en constante évolution et adaptation aux aléas de leur environnement, ne se laissent pas si aisément contrôler. Or, de par la nature de cette dynamique évolutive, toute décision ou solution de gestion revêt forcément un caractère éphémère, nécessitant une réévaluation permanente de leur pertinence.

Le problème c'est que l'humain ne supporte aucune perte de son contrôle sur le vivant. Il lui faut agir, constamment, pour remettre cette dynamique naturelle à l'ordre, à son ordre. Quitte à mettre en œuvre des solutions radicales, dont les apparentes garanties ne le sont que sur le court terme.

«Les problèmes d'aujourd'hui viennent des solutions d'hier»

Peter Senge

Par rapport à la gestion du loup, en quoi l'humain est-il à l'origine du chaos actuel? Eh bien, parce qu'il a non seulement omis de considérer l'évidence, forte de science et d'expérience, mais également parce qu'il ne se donne pas les moyens de tester véritablement les conséquences de ce qu'il met en place. D'une part, les méthodes de régulation décidées par le législateur n'ont pas pris la peine, dans leur mise en œuvre pratique, d'élaborer un design expérimental sérieux à l'amont des interventions. Or, seule une telle approche aurait permis de comprendre véritablement les tenants et les aboutissants des méthodes mises en œuvre. Ainsi, on a promulgué des tirs réactifs de plus en plus fréquents en 2022; puis, dès 2023, on a enchaîné avec une politique de régulation proactive qui n'a jusqu'ici nulle part vraiment fait ses preuves, contrairement à ce qui est affirmé en haut lieu; finalement, en 2024, on a prolongé ces deux méthodes de régulation malgré leur mode opératoire pourtant en grande partie aveugle. Même s'il est encore un peu tôt pour tirer un bilan définitif, faute d'analyse digne de ce nom (voir le communiqué du Conseil Fédéral du 27 mai 2025), force est de constater que le résultat n'est pas brillant, faute de manque de rationalité dans l'approche. On a aujourd'hui surtout la sensation de faire face au chaos, qui a été généré par notre cavalcade! Comme des chevaux

apeurés, nous nous sommes emballés dans une course précipitée... et nous courons toujours dans tous les sens.

C'est comme si, souffrant d'un mal inconnu, dont aucun médecin n'aurait pu diagnostiquer l'origine avec certitude, on vous donnait une panoplie de médicaments hétéroclites. Votre organisme serait ainsi soumis à plein de tests pharmaceutiques, mais sans, de surcroît, que l'on ne vous ausculte jamais pour évaluer votre état sanitaire et son évolution! Et si un jour vous deviez vous sentir mieux, ou moins bien, on serait alors bien incapable de savoir quel traitement est à l'origine du changement. Consternant, n'est-ce pas? Eh bien, c'est ainsi que nous agissons avec les politiques actuelles de régulation du loup. On met en œuvre ce que l'on croit être les bonnes thérapies (de choc en l'occurrence), mais sans un suivi sérieux qui permettrait justement de déboucher sur un diagnostic imparable, soit de pérenniser les traitements qui ont fait leurs preuves et d'abandonner ceux qui sont déficients.

Le tir léthal du loup en Suisse aujourd'hui, c'est un peu ce cas de figure. On ignore tout de ce qui a été testé scientifiquement ailleurs, on met en place à la va-vite des mesures que d'autres ont montré infructueuses et, enfin, on ne se donne pas vraiment les moyens d'un cadre opérationnel strict qui permettrait de comprendre les effets et conséquences des différentes pratiques mises en œuvre. En d'autres termes, on a la gâchette facile mais on peine à localiser la cible. Faut-il dès lors s'étonner si on abat un chien ou lynx? Si on tire le mauvais loup (les territoires des meutes ayant été mal définis)? Si on blesse gravement un loup au point que seule sa témérité pourra dorénavant lui permettre de survivre à son handicap, le poussant à s'en prendre aux animaux de rente, soit les proies les plus faciles? Si, une fois cette proie enfin capturée, il a tant de peine à l'abandonner à l'humain qui s'approche et qui prend cette faible distance de fuite pour de l'agressivité à son égard? La situation vire ainsi au chaos, et on s'entend à faire les comptes après. Mais quand et de quelle manière?

Les conséquences de cette politique d'action boîteuse s'observent déjà sur le terrain

- Déstabilisée dans sa structure sociale par les tirs, une meute se divise en deux, avec à la clef une double reproduction possible et donc, possiblement, deux situations conflictuelles au lieu d'une. De tels effets sont patents en France où il semble n'y avoir plus aucune règle limitant le tir par classe d'âge ou période de l'année.
- L'abattage d'un futur mâle reproducteur, dans un couple nouvellement formé sur le Mont-Tendre, papa en devenir qui n'avait pourtant causé aucun problème. Son remplace-

ment, dans la foulée, par le fameux M351, loup venant de l'Est, à son tour dans le viseur. Le tir mal ajusté de ce dernier qui, blessé, montre de possibles sérieuses séquelles physiques qui pourraient le pousser à la facilité et à l'opportunisme: déprédations vraisemblablement accrues sur les animaux d'élevage et comportement jugé rapidement comme peu farouche (pourtant axé uniquement sur les moutons et non sur l'humain).

- Une campagne de mise à mort d'adultes décidée en pleine période de reproduction, faisant fi de toute considération éthique et morale, et en totale inadéquation avec les principes même de la cynégétique. Pour rappel, l'OFEV affirmait vouloir limiter le tir de reproducteurs afin d'éviter toute conséquence fatale pour les louveteaux.
- Louveteaux, nourris tant bien que mal par un seul parent, qui ne pourront pas bénéficier de la supervision de deux adultes, développant ainsi peut-être à terme des comportements de prédation non souhaitables.
- Autorisation de tir d'un loup que l'on a désigné coupable mais qui pourrait ne pas être le seul de sa meute à avoir adopté un comportement jugé problématique ; on pense à une prédation accrue sur les bovins. Ainsi M351 s'est apparié avec la femelle F186 qui est originaire du Marchairuz, une meute justement réputée pour cette spécialisation alimentaire. Et si c'était sa femelle qui avait appris à M351 à s'intéresser aux bovins ?
- Disruption dans l'utilisation du domaine vital et du territoire par les meutes ayant connu des pertes à la suite des tirs létaux. La connaissance sur les rayons d'action des loups, accumulée des années durant, est ainsi perdue, exigeant des gestionnaires qu'ils remettent sans cesse l'ouvrage sur le métier.
- Chez ces mêmes meutes, accès à la reproduction d'individus plus jeunes, donc moins expérimentés, avec tous les effets néfastes que cela peut causer pour la stabilité de la structure sociale et la cohésion de la meute.

Tous ces aspects étaient connus des biologistes, qui les ont maintes fois mis en avant. Malheureusement, on a superbement ignoré les scientifiques. Les oreilles du Conseiller fédéral Albert Rösti et de maints autres dirigeants politiques n'entendent que ce qui les arrange.

Aujourd'hui, le Jura Vaudois, comme d'autres régions qui ont passé la vitesse supérieure en matière de gestion létale, risque bien d'être le théâtre d'un grand fouillis, au sein duquel les autorités n'arriveront plus à savoir qui est qui, qui est où, et qui fait quoi! Va-t-on y observer ce que vit déjà le Valais, qui voit non seulement ses meutes problématiques persister malgré des tirs intensifs mais également une recrudescence des attaques sur les bêtes d'élevage (Augstbord & Nanz). Le Valais, où on a même décidé d'éliminer totalement une meute qui n'avait pourtant à son passif que sept pertes sur l'année en situation protégée, seuil au-dessous duquel, disons-le, il sera difficile de descendre quel que soit le niveau de protection des troupeaux mis en place. Et que dire des Grisons qui ont affirmé avoir éliminé deux meutes mais qui en voient six nouvelles se constituer, ce qui est peut-être autant dû à des mouvements dispersifs naturels qu'aux conséquences disruptives décrites supra.

Déjà, on peut poser la question fondamentale qui, elle aussi, tue. En quoi a-t-on amélioré la situation au niveau de l'élevage après trois ans de tirs allant s'intensifiant, dont deux ans de régulation proactive bancaire car mal conçue et piètrement exécutée ? Où est l'effet éducatif tant prôné par notre ministre de l'Environnement Albert Rösti ? Pire, celui qui ignore superbement la science fait tout pour que les efforts fédéraux visant une meilleure protection des troupeaux soient affaiblis (diminution des subventions, plus aucun programme de chiens de protection en Suisse, etc.). Il va même jusqu'à instrumentaliser le système pour mettre à sa botte les organismes spécialisés (par exemple le KORA) qui, des décennies durant, ont tenté de présenter la réalité des grands prédateurs sous leur vrai jour, loin des mythes sans cesse ressassés par moult décideurs. La voix de ces organismes s'est progressivement tue par peur de perte de soutien financier étatique. Nous sommes en fait face à une énorme hypocrisie. En effet, on ne compte plus les politiciens qui construisent leur parcours électoral sur le rejet du loup, comme si l'éradication du prédateur constituait la solution ultime permettant de sauver les éleveurs suisses du marasme. Une autre voix est pourtant possible, mais la Suisse a perdu le rôle de pionnier environnemental qu'elle a longtemps joué. Ainsi, dans de nombreux pays, la gestion du loup se fait via une collaboration multipartite étroite, non seulement avec des spécialistes et des scientifiques non directement assujettis aux instances étatiques – ces sachants que notre pays rejette désormais –, mais également avec des passionnés qui mettent généreusement à disposition leur temps pour assurer des suivis de terrain et communiquer leurs expériences et leurs connaissances. C'est la seule manière d'avancer pour une coexistence homme-prédateur apaisée.

Au vu de ce qui précède, gageons que le tir létaux pourrait devenir une mesure minoritaire à l'avenir, en raison notamment du bilan en demi-teinte, voire mauvais, des opérations en cours actuellement. Malheureusement, on tâtera encore longtemps le terrain, faute de ne pas avoir écouté la science et développé des suivis expérimentaux adéquats à l'amont des interventions. ■

Isabelle Germanier

Eduwolf - un nouveau projet

Eduwolf est un programme de médiation scientifique dédié à l'éducation autour du loup en Suisse romande. Conçus par une équipe de biologistes, de médiateurs et de spécialistes de terrain, les ateliers s'adressent aux élèves de 4 à 18 ans et visent à transmettre une connaissance rigoureuse et accessible de cet animal emblématique. À travers des animations ludiques, interactives et adaptées à chaque tranche d'âge, Eduwolf invite les jeunes à découvrir le loup sous un angle scientifique, à déconstruire les idées reçues, et à réfléchir aux enjeux écologiques, sociaux et politiques liés à sa présence. Notre objectif: développer la curiosité, l'esprit critique et une compréhension éclairée du vivant pour les générations de demain. Nous proposons également des conférences, des séminaires et des webinaires mensuels, ainsi que des stages de terrain aux étudiants.